

II. Accélérer la croissance économique

De meilleures infrastructures sont primordiales pour augmenter la compétitivité et la productivité, et pour améliorer les moyens de subsistance. Les infrastructures régionales, telles que les corridors de transport et les groupements énergétiques, offrent d'immenses avantages. Compte-tenu des coûts impliqués, des investissements plus importants du secteur privé seront nécessaires, y compris par le biais de partenariats public-privé.

En juin 2010, le gouvernement japonais a annoncé une "Nouvelle stratégie de croissance" et a placé la promotion du "Développement d'un réseau intégré d'infrastructures" comme l'un de ses projets stratégiques nationaux. Le gouvernement consolide les systèmes de soutien afin d'améliorer les partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures.

1. Infrastructures



De nombreuses initiatives ont été prises pour le développement des infrastructures régionales en Afrique. Sous la direction de l'UA et du NEPAD, la 15^e session ordinaire de l'Union africaine en juillet 2010 a décidé d'intégrer plusieurs initiatives existantes au Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et a approuvé le plan jusqu'à fin 2011. Actuellement, des recherches approfondies sont en cours afin d'intégrer des projets nationaux aux projets régionaux et continentaux et de garantir le financement, en ciblant l'énergie, l'eau, le transport et les TIC. Afin d'assurer une cohérence avec le PIDA, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), une plateforme de donateurs incluant le Japon, élabore à présent des plans d'actions stratégiques afin de coordonner les projets individuels des donateurs avec les groupes de travail sectoriels.

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

Les objectifs du YAP en termes de subventions et de coopération technique dans ce secteur ont déjà été atteints en 2009. Mais une aide supplémentaire est nécessaire dans certains sous-secteurs, notamment celui de l'irrigation.

Montant total des projets APD engagés dans le secteur des infrastructures (avril 2008 - mars 2011)
(100 millions de yens)

	Transport	Électricité	Eau et Assainissement	Irrigation
Prêts	386,85	1 225,39	224,99	131,78
Dons et coop. tech.	533,28	211,33	412,86	123,92

Infrastructures régionales de transport

Le soutien technique et financier du Japon se concentre sur des corridors importants et ciblés dans chaque région, en privilégiant principalement les projets routiers, mais aussi les ports, les ponts, le transport urbain et les chemins de fer. A la page suivante, une carte illustre la coopération du Japon depuis 2008, y compris les nouveaux projets pour 2010. Le Japon cherche à contribuer au développement des infrastructures régionales de transport en se fondant sur les projets régionaux prioritaires. A cet effet, il essaie de renforcer sa coopération avec l'UA/NEPAD et les REC.

Le Japon a annoncé l'extension des "Postes frontaliers uniques" (OSBP) à 14 autres sites afin de faciliter les procédures transfrontalières. Du soutien a déjà été apporté à dix postes, et les préparatifs ont commencé pour les quatre autres.

Le Japon estime que les infrastructures constituent un fondement indispensable pour réaliser les OMD. Outre son rôle d'encouragement des efforts en matière de croissance économique dans le pays et la région, les

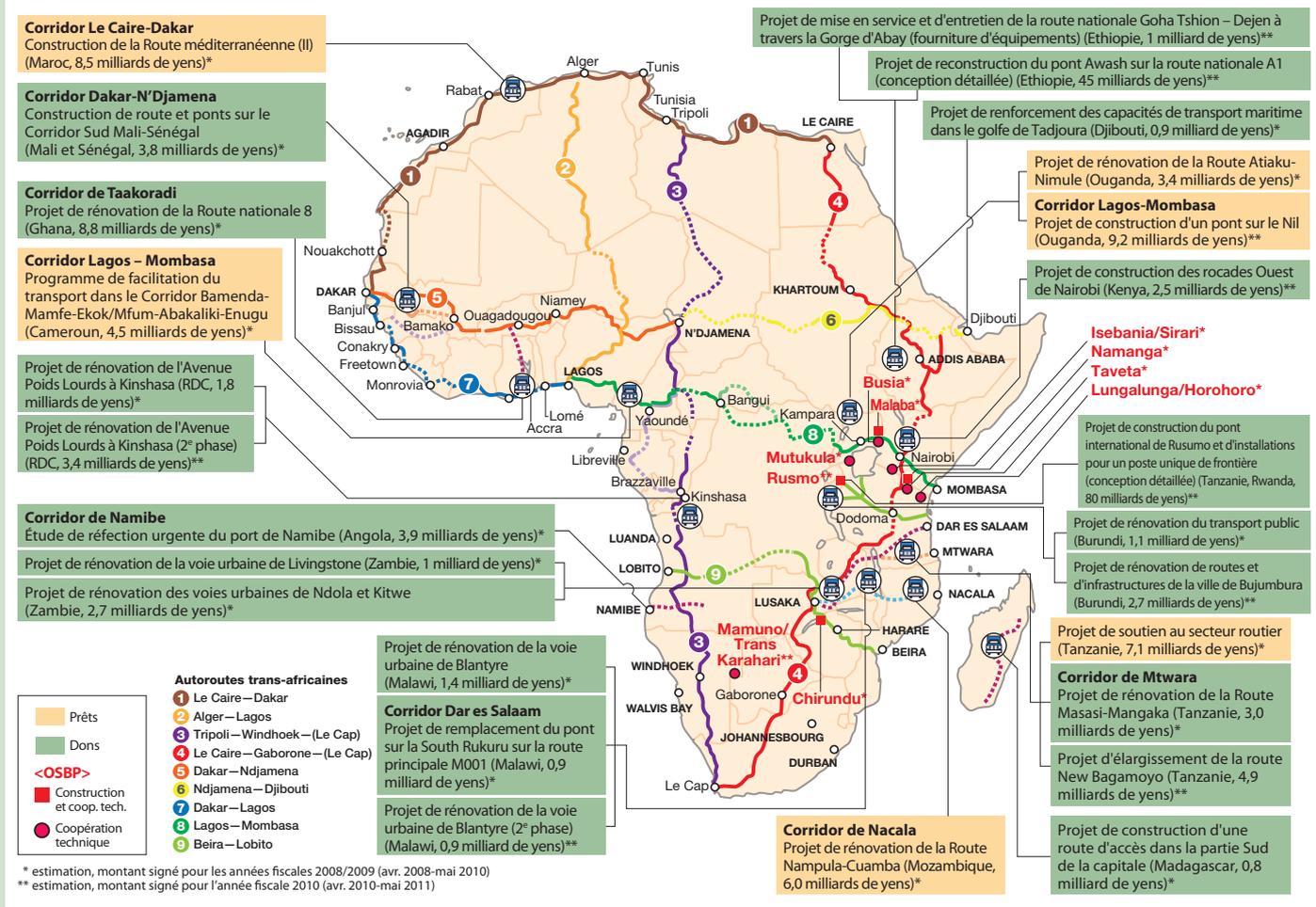
services d'infrastructures garantissent le droit des personnes à survivre et à vivre en bonne santé et en sécurité. Le Japon vise à renforcer une autonomisation communautaire solidaire et équitable grâce au développement des infrastructures régionales de transport, en accordant une attention particulière au soutien des réseaux permettant d'augmenter la production alimentaire et l'accès aux services sociaux (par exemple, le programme de développement du corridor de Nacala au Mozambique).

● Exemple récent d'aide du Japon pour l'OSBP de Rusumo (frontière Tanzanie-Rwanda)



OSBP à la frontière de Rusumo (maquette) (Photo : JICA)

La coopération du Japon pour les infrastructures régionales de transport



Participation des institutions régionales et partenariats public-privé

Ces dernières années, les Communautés économiques régionales (REC) ont apporté leur soutien aux projets d'infrastructures régionales aux fins de stimuler le commerce intra-régional, et ont mené dans certains cas des études de faisabilité pour les projets régionaux. La JICA envoie actuellement du personnel auprès des Secrétariats du NEPAD et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), du Secrétariat de l'ICA et de l'Union éco-

nomique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et prévoit d'envoyer un expert auprès de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) au cours de l'année fiscale. L'utilisation des autres flux de capitaux publics (OOF) progresse dans le secteur des infrastructures en vue de promouvoir les partenariats public-privé qui facilitent les activités commerciales. (voir les chiffres).

● Projet de construction du métro de Caire (signé le 2 septembre 2010)

La JBIC a signé un contrat de crédit d'achat à hauteur de 7,9 milliards de yens avec la National Authority for Tunnels (NAT) en Egypte. Le prêt financera l'approvisionnement par la NAT en matériel roulant auprès de Mitsubishi Corporation pour la première phase de la Ligne 3 du Réseau métropolitain du Grand Caire, qui relie Caire à l'aéroport international de Caire. Le matériel roulant livré sera principalement produit par les sociétés Kinki Sharyo Co., Ltd., et Toshiba Corporation. La JBIC a donc apporté son soutien aux exportations

des entreprises japonaises. Ce projet de métro, qui construira un réseau ferroviaire de transport en commun reliant le centre de Caire aux quartiers périphériques, devrait contribuer à réduire les embouteillages et améliorer les résultats environnementaux de Caire.



(Photo : Kinki Sharyo Co., Ltd.)

● Exemples de projet d'infrastructures par des entreprises privées japonaises : développement par VISCAS des infrastructures électriques

VISCAS Corporation* vient d'achever le projet de construction ESKOM concernant la ligne de transmission aérienne à 765kV entre la sous-station d'Hydra et la sous-station de Perseus (longueur : 155 km). Ce projet couvre une partie d'un plan élaboré par le gouvernement d'Afrique du Sud en vue de construire un nouveau réseau de transmission à haute tension entre Johannesburg et Le Cap,

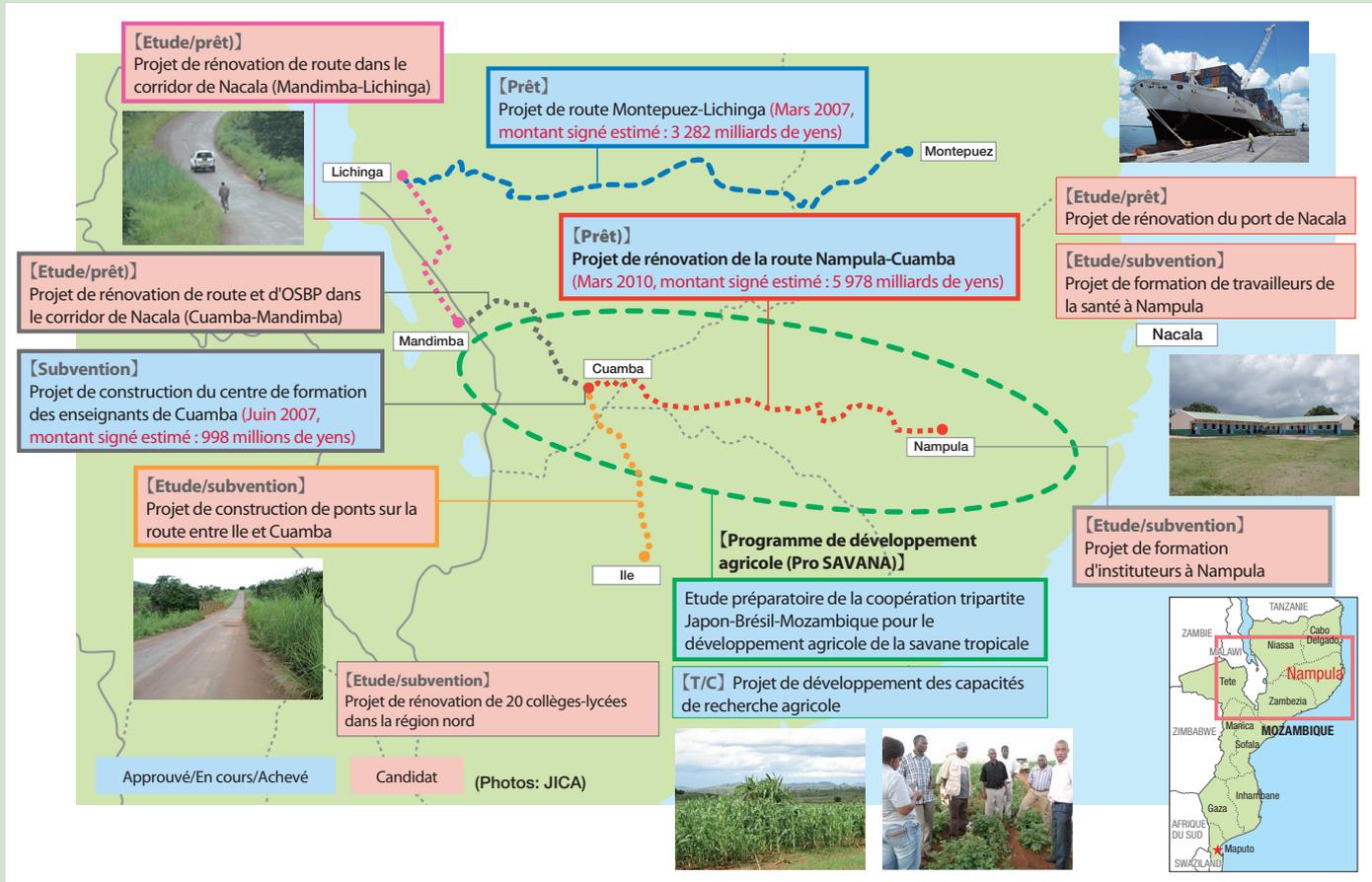
d'une longueur totale de 1500 km, afin de faire face à la pénurie d'électricité chronique du pays. VISCAS a déjà achevé deux projets antérieurs sur le même réseau, sur 250 km (Mercury-Perseus) et 255 km (Hydra-Gamma). VISCAS se charge également du projet MCA concernant la construction d'une ligne sous-marine de transmission à haute tension (132 kV, 100 MW, longueur : 38 km) allant de la centrale électrique d'Ubungu à Dar es Salaam en Tanzanie jusqu'à Zanzibar (île d'Unguja).

*VISCAS est une coentreprise entre The Furukawa Electric Co., Ltd. et Fujikura Ltd.



(Photo : VISCAS)

Développement régional intégré dans le corridor de Nacala, Mozambique



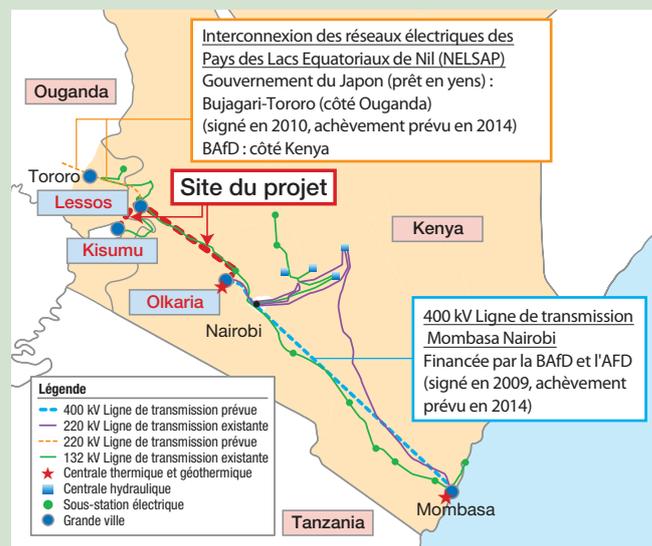
Infrastructures régionales d'électricité

Le Japon, en collaboration avec d'autres partenaires, apporte son soutien aux groupements énergétiques dans chaque région.

Exemple récent d'un grand projet d'assistance mené par le Japon :

"Projet de construction des lignes de transmission Olkaria-Lessos-Kisumu"

Le Japon a accepté en décembre 2010 d'octroyer 12,41 milliards de yens au Kenya sous la forme de prêts APD afin de soutenir la construction de lignes de transmission allant du champ géothermique d'Olkaria à Kisumu (soit environ 290 km) et l'extension de la centrale électrique. En outre, ce projet vise à fournir un approvisionnement en électricité stable à la région d'Afrique de l'Est à travers la coordination avec des projets de prêts APD actuellement en cours de mise en œuvre dans le pays voisin en Ouganda.



Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

Les infrastructures régionales constituent une priorité pour le Groupe de la Banque Mondiale, qui travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires afin de développer une approche du développement en la matière plus stratégique et mieux harmonisée.

Les investissements de l'IDA et de la BIRD ont atteint 7,5 milliards de dollars lors de l'année fiscale 2010, dont 3,2 milliards de l'IDA (montant identique à 2009) consacrés aux projets d'infrastructures. Une part croissante finance les

projets régionaux répondant aux "liens manquants" dans les infrastructures régionales. L'IFC a également renforcé les investissements en infrastructures.

Les engagements d'octroi de prêts par la BIRD et l'IDA pour l'énergie ont atteint 4,7 milliards de dollars en 2010 et sont davantage assortis de services de conseils et de partage du savoir afin d'améliorer l'efficacité et la capacité des principales institutions. La Banque mondiale, l'IFC et la MIGA travaillent étroitement ensemble pour optimiser le soutien au secteur de l'énergie.